

----- Message transféré -----

Sujet :Re: Destitution du Président. Réponse d'un proche collaborateur de M. Dupont-Aignan - lettre ouverte du Prof. POLTIER

Date :Wed, 30 Jan 2019 15:16:20 +0100

De :xxxxx

Pour :Service courrier <courrier@upr.fr>

Monsieur, Madame,

1/ J'ai répondu au "à vous lire" de M. Moison, attaché de M. Dupont-Aignan, sans pour l'instant recevoir de réponse de sa part. Sa première réponse est visible ci-dessous.

2/ D'autre part, j'ai appelé l'attaché parlementaire de Mlle. FAJGELES, député du Xème arrondissement de Paris, à l'Assemblée nationale. j'ai demandé à rencontrer Mlle. Fajgeles. Son attaché m'a demandé pourquoi je souhaité lui parler. Lorsque j'ai répondu qu'il s'agissait d'examiner la demande de destitution, son attaché m'a dit que son député n'aurait certainement pas le temps de me recevoir. Il m'a ensuite claqué le téléphone au nez.

Bien à vous,

xxxxxx

Paris, Xème arr.

----- Message transféré -----

Sujet :Re: Destitution du Président. Demande de rendez-vous avec M. Dupont-Aignan

Date :Mon, 21 Jan 2019 11:11:03 +0100

De :xxxxxx

Pour :xxxxxx

Bonjour Madame,

Pensez-vous pouvoir réunir 58 députés ?

Je ne vois comment cela pourrait être possible compte tenu de la composition de l'Assemblée Nationale.

A vous lire,

xxxxxx

Chef de cabinet de Nicolas Dupont-Aignan

Le 11 janv. 2019 à 11:53, xxxxxx a écrit :

Cher Monsieur,

Votre permanence à Yerres m'a donné vos coordonnées.

Quoique britannique, je suis extrêmement préoccupée par la situation actuelle et je considère que la procédure de destitution est la seule approche sérieuse.

Les choses vont très vite, et risquent de devenir irréversibles.

Le Professeur Poltier le dit mieux que moi dans l'article ci-dessous.

Je souhaiterais rencontrer M. Dupont-Aignan ou l'un de ses proches conseillers pour en parler. Pouvez-vous me proposer un rendez-vous?

En vous remerciant,

xxxxx
Paris

<https://blogs.mediapart.fr/hugues-poltier/blog/100119/pour-la-procedure-de-destitution-du-pr>

Pour la procédure de destitution du PR

• **Plus d'un mois maintenant que Asselineau presse les députés d'opposition à faire la demande d'engager une procédure de destitution – il en faut 58 pour que la procédure soit engagée; vu le nombre de membres de l'opposition à l'AN, les signatures devraient tomber comme des feuilles en automne. Eh bien que nenni. Zéro succès ou peu s'en faut. Donc, la chose semble vouée à rester un non-sujet. Alors que le PR met le pays à feu et à sang par une politique répressive d'une ampleur inédite, avec des moyens plus proches de ceux de la guerre que du maintien de l'ordre. Ma perplexité : que les députés d'opposition, dont nombreux très remontés contre Macron, ne s'emparent pas du dossier "cousu main" par Asselineau. Qu'en conclure? qu'en dépit de leurs cris d'orfraie, ils sont plus solidaires du PR que des GJ ?**

Cette situation, je le confesse, m'étonne au plus haut point.

Et je ne sais quel sens lui donner : complicité? résignation? veulerie? absence de sens politique?

Tapant "Destitution de Macron" dans un moteur de recherche quelconque, on n'a guère d'occurrences, loin en tout cas du chiffre atteint par "Macron Démission".

La première renvoie à l'arme dont disposent les députés et les sénateurs (10% des uns ou des autres) : déposer une demande signée par 1/10e d'entre eux pour engager la procédure en question. Ca semblerait devoir être possible: FI, GDR et Socialistes totalisent 60 sièges: plus que les 58 nécessaires. Et en plus, sur cette question, quelques LR devraient pouvoir être mobilisés.

Mais rien, il ne se passe rien: selon les infos glânées via moteur de recherche, seul un LR, Franck Martin, aurait apporté son appui à la démarche d'Asselineau.

J'en demeure interloqué: pas un FI pour s'engager dans la démarche? ni des autres partis "de gauche" mentionnés?

Plus encore : ils ne daignent en dire un mot – en tout cas je ne suis pas tombé sur un seul "oral" d'aucun.e.s d'eux.elles abordant le sujet. Depuis le fameux "Macron doit partir, en avion, en etc." de Ruffin, en date du 2 décembre dernier, il fait profil bas. A peine si on l'entend encore. Que s'est-il passé qui explique ce silence?

Pas un politique donc. Mais pas un éditorialiste non plus. Plenel fait un texte apocalyptique sur le règne Macron, détaillant par le menu ses veuleries et ses violences, pour déboucher sur ... rien.
Pas une proposition, pas une suggestion d'action ... Nada, Niente, Nichts, Nothing.

Donc quoi ? Le type, avec ses potes prédateurs du CAC40 pille la France (voir à ce sujet le texte de Cassia sur la privatisation en préparation de l'Aéroport de Paris et de la Française des jeux : [Halte à la privatisation d'Aéroport de Paris !](#)), et on continue à le regarder faire, les bras ballants pendant les près

de 4 ans de mandat qui lui restent?

Avis: d'ici là, il aura largement eu le temps de "finir" le boulot de défaire encore le patrimoine de l'Etat en le bradant aux riches pour quelques miettes de pain qu'ils auront tôt fait de récupérer par la manne ainsi acquise; et rendre définitivement exsangue et impuissant l'Etat français, seul agent collectif *possible* de la puissance des citoyens.

Ce qui est grave là-dedans : c'est que, à la faveur de la mondialisation, les investisseurs qui vont se partager ce gâteau seront à la fois nombreux et dispersés dans le monde. Avec le principe de l'affirmation du pays à respecter ses engagements internationaux, le corollaire est qu'une privatisation confine de plus en plus à l'irréversibilité. Au terme du mandat de cinq ans de Macron, le patrimoine public national de la France sera réduit à une peau de chagrin (voir aussi sur ces questions les contributions de Laurent Mauduit, ici même à Médiapart), rendant définitive l'impuissance du politique face aux agents privés.

Laisser aller Macron au terme de son mandat, c'est lui permettre de réaliser son programme de braderie du patrimoine "valorisable" de l'Etat national.

C'est assurer l'impuissance irréversible de la fonction politique face aux puissances privées.

C'est laisser s'accomplir la ruine des services publics déjà largement entamée ... et sur laquelle faute de ressources, il ne sera plus possible de revenir.

C'est lui permettre d'aller au bout de son programme de faire de la France une "Start-up Nation" – comprenez : une nation dans laquelle tous les actifs de valeur seront propriété privée et où celle-ci règnera sans plus jamais rencontrer le moindre obstacle.

Toute action collective d'ampleur sera simplement impossible. Tous les services publics auront leur contrepartie privée que fréquenteront les seuls 4-5% les plus aisés, les autres étant condamnés à recourir à des services publics de plus en plus en déshérence et en sous-financement les mettant dans l'impossibilité de réaliser leur mission.

Car il ne faut pas se leurrer: c'est là le véritable programme de Macron et, plus encore, des mandants qui l'ont placé là. Il n'a pas été élu, il a été désigné par la quasi-totalité du PAF et de la presse nationale comme le seul à pouvoir légitimement accéder à la fonction. Les "électeurs.rices" ont juste obéi aux injonctions qui leur étaient adressées de toutes parts. Et à la fin, ils n'avaient plus aucun choix: Macron ou la Peste Brune, électeur.rice, c'est sur toi que repose ce choix décisif et bla, et bla-bla bla-bla-blaaaa...

Conclusion : il faut tout mettre en oeuvre pour l'arrêter.

A commencer par l'engagement de la procédure de destitution. Pourquoi personne n'y va? Parce que ça vient d'Asselineau? une raison bien stupide, si c'est cela.

Parce qu'elle n'a aucune chance d'aboutir ? A ce compte, FI aurait dû s'abstenir de la totalité des amendements déposés sur les projets de loi du gouvernement. Certes, elle n'aboutira pas : la majorité LaREM la fera capoter, sans nul doute. Mais, une fois engagée, la procédure donnera lieu à des débats au cours desquels l'opposition pourra mettre à plat le crime de Haute Trahison dont le PR se rend coupable par sa grande braderie à destination de ses amis les ultra-riches. L'exposer dans ses détails, à la Tribune de l'AN, dans des discours enregistrés, disponibles pour tous.tes. Montrer, donner à voir, à entendre les turpitudes de cette présidence qui sont autant de crimes contre la Constitution et la Nation.

A ceux qui en doutent encore, lisez le document de Juan Branco, *Crépuscule*, dans lequel il raconte par le menu le rôle prépondérant de Xavier Niel dans l'élection de Macron – lequel Niel disait à ceux qui avaient le privilège de le côtoyer, cela dès 2014 en tout cas, que Macron serait le prochain PR élu. S'il était si confiant, c'est que, ayant des participations minoritaires dans tous les groupes de presse de France et de Navarre ayant un certain poids en lectorat, il pouvait imposer le lancement de son "produit" à toute la presse. Ce qu'il fit, avec le succès que l'on sait. [Cette image](#), j'imagine, suffira à raviver nos souvenirs.

Le fait que la procédure est condamnée à ne pas aboutir ne suffit pas, loin de là, à justifier l'inaction en la matière. Ne serait-ce que parce que, pendant que l'AN sera occupée à en discuter – et, saisie, elle ne pourrait pas ne pas le faire, elle ne sera pas en train d'enregistrer un nouveau projet étendant encore l'impunité et les privilèges des grandes sociétés et de leurs grands actionnaires.

La raison, suffisante, pour le faire, est que ce débat permettra de faire l'inventaire du bilan de Macron en 18 mois de présidence, et d'entamer une réflexion collective sur sa contribution à la Nation. Je ne doute

pas qu'elle soit l'occasion d'exposer au grand jour tous ces liens demeurés cachés au grand nombre ainsi que l'accélération de la ruine des services publics depuis son accession à la fonction suprême (certes, ça avait bien commencé avant lui; mais lui il a appuyé à fond sur le champignon).

Pour cette seule contribution, cette procédure doit avoir lieu. Bien sûr, elle n'est pas suffisante en elle-même, mais elle peut être un formidable catalyseur ... pourquoi pas... en vue de la réactivation du débat sur la nécessité d'un nouveau pacte constituant, ranimant l'appel à mettre en branle ***un nouveau processus constituant***.

Repartir d'une page blanche et refuser de se laisser enfermer dans les schémas hérités de la Ve.

Pour une nouvelle Constitution, faite par les citoyens – plutôt que par et pour les politiciens. Là-dessus [Chouard](#) a raison: il ne peut y avoir de constitution démocratique qu'à condition qu'elle ne soit pas "l'oeuvre" de ceux qui s'en serviront comme outil de carrière. Les constituants ne doivent pas être les députés ... et réciproquement.

Mais bon. Pour ça, il importe de commencer par le commencement : destituer Macron avant qu'il ne soit trop tard.

P.S. Comme la référence à Chouard va me valoir d'être traité de Soralien, antisémite et j'en passe, je préfère prendre les devants : Chouard est, plus que fréquemment, honteusement vilipendé, jusque par d'aucun.e.s de FI sur la seule suspicion, infondée, d'une proximité à Soral, lui-même prestement et définitivement diabolisé; le post de [luttonscontrelefn](#) est un modèle de cette tactique du soupçon en chaîne: il a dit du bien de X, or X est, "c'est bien connu", antisémite-révisionniste, etc, donc Chouard est tout cela aussi, partant infréquentable : avec cette technique, on diabolise tous.tes ceux.celles avec qui on a des désaccords et on s'économise tout débat: on ne discute pas, n'est-ce pas, avec des "foules haineuses". La tactique de la disqualification des "porteurs de message" pour éviter de discuter leur position résume toute la tactique argumentative du post mentionné. Créer du pestiféré est une tactique comme une autre, sans nul doute. Mais castrante, stérilisante, cadavérisante. C'est une forme de lynchage public. Parfaitement indigne, mais si confortable ... alimentant l'entre-soi et s'économisant toute sortie de sa zone de confort.

Dire du bien de quelqu'un avec qui on n'est pas d'accord pour l'essentiel parce que sur certains points il dit des choses dignes d'intérêt, c'est cela le courage. Chouard est courageux à la différence de ces anonymes dissimulés sous l'étendard luttonscontrelefn qui ne prennent pas la peine de lire et écouter ce qu'il dit mais se bornent à faire le décompte de ses relations infâmantes qui le rendraient lui-même infâme, par contamination immédiate. Chouard, [là](#), le dit bien mieux que je ne saurais le faire.

Et lui au moins, il ose [nommer](#) ce qu'est Macron: un gredin, un voleur, un criminel. Entre les paralysés du politiquement correct et Chouard, je préférerais toujours Chouard, jusque dans mes éventuels désaccords avec lui; car, au moins, avec lui, il y a un *sujet* qui parle et se commet dans ce qu'il dit.

Avoir la présence de quelqu'un dans une parole, ça fait du bien. Juste pour ça, je lui suis reconnaissant, comme à quelques autres bien sûr. Mais sur cet appel à *nous* Constituer-Instituer, Chouard nous aura, pour toujours dans la contemporanéité, montré sa possibilité en le possibilisant en acte. C'est à lui qu'on doit, largement, son actualisation aujourd'hui.

C'est peu, c'est beaucoup, c'est fragile, c'est attaqué, c'est exposé, c'est friable, c'est vulnérable, c'est résilient, résurgent, insurgent, intransigeant, désarmé, les bras ouverts, animé de l'espérance d'autre chose que la répétition sempiternelle de la domination.

Macron, il est l'incarnation de la domination du capital. S'en débarrasser est l'urgence n°1: il n'est pas réformable. Tous ses liens d'allégeance sont à Niel et au cercle des milliardaires de France. Il ne peut que les servir (lire Branco suffit à en convaincre définitivement).

Et si pour, comme le dit Lordon, sécuriser la propriété des riches, il doit envoyer bastonner des manifestants par milliers, il le fera, gérant des provocations de panique qui le justifieront à dire qu'il fallait défendre la République contre une "foule haineuse" ... qui veut tuer son chien le déclare enragé.

C'est si simple et si facile quand on jouit de l'irresponsabilité de la fonction ...